

COMPTE-RENDU CONSEIL SYNDICAL du 29 JUIN 2026 Salle "Le Lux" de Breteuil

Étaient présents : Dagmar Eva BERNITT, Allison CAILLEBOTTE, Sophie DELHÔME, Catherine MAGON de SAINT-ELIER, Nathalie NOEL, Delphine PUREN, Charles Alexandre AUVRAY, Mohamed BENSALAH, Michel BERVILLE, Denis DORCHIES, Luc ESPRIT, Mickael FLET, Fabien GOUTTEFARDE, Thierry GUILHOT, Joseph KERNEIS, Jean-Émile KROLIK, Alex LARCOPAGE, Vincent LENEVEU, Mickael LEPOTIER, Michel LESAGE, Éric LEVITRE, Jean-Jacques MONTHULE, Michel OSMOND, Jean-Pierre PEPELLIN, Michel QUEMIN, Frédéric ROBERT, Thierry ROMERO, Aymeric ROUAULT de COLIGNY, Jean-Pierre VILLECHANOUX,

Excusés : Stéphanie GUICHEUX, Magali WILMÉ, Claude AMIGON, John AUFFRET, Laurent DEN HAERINCK, Aurélien DOUBLET, Michel GRUDE, Xavier LEBON, Pierre PELERIN, Alain PETITBON, Jean-Claude PROVOST, François VERDIER, Pascal WILLEMS

Laurent DEN HAERINCK représenté par sa suppléante Sophie DELHÔME
François VERDIER représenté par son suppléant Alex LARCOPAGE
Claude AMIGON a donné pouvoir à Frédéric ROBERT
Michel GRUDE a donné pouvoir à Mohamed BENSALAH
Pierre PELERIN a donné pouvoir à Michel QUEMIN

Sur 20 délégués Eau : 15 présents (dont 1 suppléant), 1 absent-excuse ayant donné pouvoir et 4 absents-excuses sans suppléance ni pouvoir.

Sur 21 délégués Assainissement : 15 présents (dont 1 suppléant), 2 absents-excuses ayant donné pouvoir, 4 absents-excuses sans suppléance ni pouvoir

Séance ouverte à 18h00.

Après avoir procédé à l'appel des délégués, le Président constate que le quorum est atteint et remercie les délégués de leur présence

ORDRE DU JOUR

- Conseil Syndical du 18.05.2026 : rappel des points traités et approbation.
- Délibérations budgétaires :
 - o Approbation des Comptes Financiers 2025 Eau et Assainissement
 - o Animation Bassins d'alimentation de captages
 - o Amortissements complémentaires
- Révision du Règlement Intérieur SEPASE
- Rapports 2025 sur le prix et la qualité des services Eau Potable et Assainissement
- Marché à bons de commandes Levers topographiques
- Stratégie de Protection de la Ressource en Eau 2026/2030
- Programme triennal d'investissements Eau-Assainissement
- Convention de mise à disposition du forage de Corneuil (Commune de Chambois)
- État des chantiers, travaux et études
- Questions diverses : Délégué élu CNAS, délégation de compétence Président, ...

Thierry Romero est désigné en qualité de secrétaire de séance.

1. Procès-verbal de la réunion du Conseil Syndical du 18 mai 2026 : points traités et approbation

Les points traités ont été les suivants :

- Installation du nouveau Conseil Syndical et élections
- Vote des indemnités de fonction des Président et Vice-Présidents
- Délégation de compétences du Conseil Syndical au Président
- Fonctionnement des instances et informations (Statuts, Règlement Intérieur, Charte)
- Calendrier 2026
- « Carte d'identité » du SEPASE et présentation de ses dispositifs de distribution de l'eau Potable et de l'assainissement collectif.

Après relecture et validation par le secrétaire de séance (Jean-Pierre VILLECHANOUX), ce procès-verbal a été adressé aux délégués le 21.05.2026.

Ce compte-rendu n'appelle aucune remarque et est donc approuvé.

2. Délibérations budgétaires

Le Président donne la parole à Nathalie NOEL, 1^{ère} Vice-Présidente aux Finances, désignée par le Conseil Syndical (nouvelle disposition règlementaire) pour présider la restitution des résultats 2025 pour les services Eau et Assainissement.

2.1 Approbation des Comptes Financiers 2025 Eau et Assainissement

- Ces comptes ont été présentés au Conseil de mars 2026 mais n'ont pu être approuvés en raison d'un problème informatique au Ministère des Finances.
- Ces résultats définitifs 2025 ont fait l'objet d'une reprise par anticipation afin de pouvoir procéder au vote des budgets Primitifs 2026.
- Les données ci-après rappelées sont une synthèse des comptes 2025.

EAU

SECTION FONCTIONNEMENT

	DEPENSES	CA 2025
CH 011	Charges à caractère général	1 914 717,00 €
CH 012	Charges personnel	1 682 373,62 €
CH 014	Atténuation de produit	389 953,13 €
CH 65	Autres charges de gestion courantes	59 949,01 €
CH 66	Charges financières	39 860,34 €
CH 67	Charges exceptionnelles	36 712,82 €
CH 022	Dépenses imprévues	- €
CH 042	Dotations amortissements	1 125 176,92 €
CH 68	Dotations aux provisions et dépréciations	- €
CH 023	Virement à l'investissement	- €
TOTAL DEPENSES		5 248 742,84 €

	RECETTES	CA 2025
CH 013	Atténuations des charges	1 459 802,12 €
CH 70	Vente produits, prestations de services et march	4 120 361,35 €
CH 74	Dotations et participations	- €
CH 75	Autres produits de gestion courante	51 927,92 €
CH 76	Produits financiers	
CH 77	Produits exceptionnels	6 013,22 €
CH 042	Opé d'ordre amortissements subventions	465 625,59 €
CH 78	Reprise sur dépréciations	17 023,95 €
S/TOTAL		6 120 754,15 €
CH 002	Résultat reporté	3 293 563,49 €
TOTAL RECETTES		9 414 317,64 €

SECTION INVESTISSEMENT

	DEPENSES	CA 2025
CH 001	Résultat reporté	
CH 16	Emprunts et dettes assimilées	160 864,51 €
CH 20	Immobilisations incorporelles	40 504,51 €
CH 21	Immobilisations corporelles	681 896,42 €
CH 23	Immobilisations en cours	138 747,49 €
CH 27	Autres Immobilisations financières	
CH 040	Opé d'ordre amortissements subventions	465 625,59 €
CH 041	Opérations patrimoniales	30 561,51 €
TOTAL DEPENSES		1 518 200,03 €

	RECETTES	CA 2025
CH 021	Virement de la section fonctionnement	- €
CH 10	Dotations	17 202,00 €
CH 13	Subventions	
CH 20	Frais études	- €
CH 23	immobilisations en cours	
CH 16	Emprunts en euros	
CH 040	Dotations amortissements	1 125 176,92 €
CH 041	Opérations d'ordre	30 561,51 €
S/TOTAL		1 172 940,43 €
CH 001	Résultat reporté	183 357,56 €
TOTAL RECETTES		1 356 297,99 €

ASSAINISSEMENT

SECTION FONCTIONNEMENT

	DEPENSES	CA 2025
CH 011	Charges à caractère général	1 030 739,59 €
CH 012	Charges personnel	841 186,81 €
CH 014	Atténuation de produit	86 196,87 €
CH 65	Autres charges de gestion courantes	54 784,43 €
CH 66	Charges financières	103 649,23 €
CH 67	Charges exceptionnelles	54 076,51 €
CH 022	Dépenses imprévues	- €
CH 042	Dotations amortissements	1 436 867,78 €
CH 68	Dotations aux provisions et dépréciations	501 503,61 €
CH 023	Virement à l'investissement	
TOTAL DEPENSES		4 109 004,83 €

	RECETTES	CA 2025
CH 013	Atténuations des charges	29 461,64 €
CH 70	Vente produits, prestations de services et march	3 449 122,51 €
CH 74	Dotations et participations	- €
CH 75	Autres produits de gestion courante	23 210,47 €
CH 76	Produits financiers	
CH 77	Produits exceptionnels	2 725,35 €
CH 042	Opé d'ordre amortissements subventions	551 510,27 €
CH 78	Reprise dépréciations	9 683,93 €
S/TOTAL		4 065 714,17 €
CH 002	Résultat reporté	1 156 798,80 €
TOTAL RECETTES		5 222 512,97 €

SECTION INVESTISSEMENT

	DEPENSES	CA 2025
CH 16	Emprunts et dettes assimilées	407 505,76 €
CH 20	Immobilisations incorporelles	9 834,12 €
CH 21	Immobilisations corporelles	463 185,96 €
CH 23	Immobilisations en cours	1 082 503,08 €
CH 27	Autres Immobilisations financières	
CH 020	Dépenses imprévues	
CH 45	Comptes de tiers	- €
CH 040	Opé. d'ordre amortissement	551 510,27 €
CH 041	Opérations patrimoniales	61 400,32 €
TOTAL DEPENSES		2 575 939,51 €

	RECETTES	CA 2025
CH 021	Virement de la section fonctionnement	
CH 10	Dotations	
CH 13	Subventions	745 833,00 €
CH 20	Frais études	5 878,86 €
CH 21	Immobilisations corporelles	9 825,24 €
CH 23	Immobilisations en cours	72 391,62 €
CH 16	Emprunts en euros	
CH 45	Comptes de tiers	- €
CH 040	Dotations amortissements	1 436 867,78 €
CH 041	Opérations d'ordre	61 400,32 €
S/TOTAL		2 332 196,82 €
CH 001	Résultat reporté	2 220 689,07 €
TOTAL RECETTES		4 552 885,89 €

BUDGET EAU

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	RESULTAT DE CLOTURE
Dépenses 2025	5 248 742,84 €	1 518 200,03 €	
Recettes 2025	6 120 754,15 €	1 172 940,43 €	
Résultat exercice	872 011,31 €	-345 259,60 €	526 751,71 €
Résultat antérieur reporté	3 293 563,49 €	183 357,56 €	3 476 921,05 €
Résultat 2025	4 165 574,80 €	-161 902,04 €	4 003 672,76 €

BUDGET ASSAINISSEMENT

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	RESULTAT DE CLOTURE
Dépenses 2025	4 109 004,83 €	2 575 939,51 €	
Recettes 2025	4 065 714,17 €	2 332 196,82 €	
Résultat exercice	- 43 290,66 €	-243 742,69 €	- 287 033,35 €
Résultat antérieur reporté	1 156 798,80 €	2 220 689,07 €	3 377 487,87 €
Résultat 2025	1 113 508,14 €	1 976 946,38 €	3 090 454,52 €

BUDGET CONSOLIDÉ EAU et ASSAINISSEMENT

- Total reports au 01.01.2026 : 7 094 127,28 €
- Provisions : 1 350 000 € Eau } 2 550 000 €
1 200 000 € Assainissement
- Total Reports + Provisions 9 644 127,28 €
- Trésorerie au 01.01.2026 : 6 274 129 €

Il est précisé que le SEPASE constitue (avec l'accord du Conseiller aux Décideur Locaux) des provisions depuis 2021, en vue des investissements à réaliser à moyen-long terme.

Il est par ailleurs précisé que le BP 2026 prévoit une nouvelle provision de 200 k€ sur le budget de fonctionnement Assainissement.

La Trésorerie au 01.01.2025 était de 6 422 121 € et de 7 568 620 € au 01.01.2024, l'écart s'expliquant par les dépenses d'investissement réalisées pour la construction des step de Piseux et Francheville.

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'avis de la commission Finances du mardi 17 février 2026 ;

Vu le rapport de présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2025 du SEPASE

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les éléments susvisés ;

VU L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE,

Après avoir entendu et délibéré, le Conseil Syndical à l'unanimité, (le Président ayant quitté la salle)

- APPROUVE les Comptes Financiers Uniques 2025 du SEPASE pour les budgets Eau et Assainissement

- DONNE pouvoir au Président pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2.2 Animation Bassins d'alimentation de captages

L'animation des Bassins d'Alimentation de Captages (BAC) a pour vocation de **protéger la ressource en eau** destinée à la consommation humaine. Elle consiste à surveiller les pollutions présentes dans les eaux brutes des captages, notamment les nitrates et les pesticides, et à déployer un programme d'actions adapté pour réduire ces pressions. Ses objectifs sont la reconquête de la qualité de l'eau, de sécuriser l'approvisionnement, de limiter les pollutions diffuses et d'accompagner les agriculteurs dans l'évolution de leurs pratiques.

Les principales lignes directrices sont celles inscrites dans la stratégie de la protection de la ressource en eau à savoir :

- 1. Limiter les pollutions de l'eau par les pertes d'azote**
- 2. Limiter les pollutions phytosanitaires :**
- 3. Raisonnement des intrants (fertilisants, phytosanitaires ...)**
- 4. Sensibilisation de la profession agricole : Programme de formations**
- 5. Autres actions de Sensibilisation**

Les charges prévisionnelles de personnel se répartissent ainsi :

2025 : 52 283 €

2026 : 103 971 €

2027 : 103 971 €

Il est ajouté que le SEPASE dispose d'une animatrice BAC (convention de mise à disposition avec la Chambre d'Agriculture de Normandie) depuis avril 2025 et recrutée conjointement. Cela permet une synergie et une cohérence dans les actions conduites dans les différents BAC du département puisque la Chambre d'Agriculture via différents agents assure également l'animation dans différents BAC. Il en résulte aussi une émulation avec le second animateur BAC recruté par le SEPASE en février 2026.

Ces postes de charges prévisionnelles sont subventionnés à 80 % par l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

Les demandes de subvention seront sollicitées sur ces trois années (2025, 2026 et 2027) et seront réitérées pour les années futures.

VU L'EXPOSE DU PRESIDENT,

Après avoir entendu et délibéré, le Conseil Syndical à l'unanimité, AUTORISE le Président à :

- déposer les demandes d'aide auprès de l'AESN pour l'animation sur les années 2025, 2026 et 2027**
- signer tout document administratif s'y rapportant.**

2.3 Amortissements complémentaires

Afin de régulariser des écritures d'amortissement sur le budget Eau, (Amortissements 18 véhicules "légers" sur 5 ans au lieu de 10 ans) les modifications budgétaires suivantes sont nécessaires :

Dépenses de fonctionnement : art 6811-042 + 66 300 €
Dépenses de fonctionnement : art 023 : - 66 300 €

Recettes d'investissement : art 28182- 040 + 66 300 €
Recettes d'investissement : art 021 - 66 300 €

VU L'EXPOSE DU PRESIDENT,

Après avoir entendu et délibéré, le Conseil Syndical à l'unanimité,

- **AUTORISE** le Président à apporter les modifications budgétaires telles que présentées
- **AUTORISE** le Président à signer tout document s'y référant.

3. Révision du Règlement Intérieur SEPASE

Les statuts du SEPASE, modifiés en décembre 2023, suite à l'intégration *de l'Agglo du Pays de Dreux liée au transfert au SEPASE de la Compétence Assainissement Collectif pour la Commune de Bérrou-la-Mulotière* indiquent à l'article 8, que le règlement intérieur doit être adopté ou actualisé et « toiletté » dans les 6 mois de l'installation du Conseil Syndical.

Des modifications de forme ont été apportées au règlement (cf pièce jointe) avec validation du service ad hoc de la Préfecture, examinées par le Bureau du 15 juin 2026 puis présentées à ce Conseil Syndical.

Ce document fixe les règles de fonctionnement des instances du SEPASE, organisation des réunions du Conseil syndical, mode d'envoi des convocations, organisation des commissions, tenue des séances du Conseil Syndical, notion de quorum, l'information du public, l'organisation des débats et le vote des délibérations, la diffusion de Procès-Verbaux, ...

L'article 2 – Convocations : il y est fait mention de l'article L5211-40-2 du CGCT stipulant les modalités de diffusion des convocations du Conseil Syndical et documents associés, dont notamment l'obligation de diffuser les convocations à l'ensemble des conseillers municipaux des communes adhérentes et conseillers communautaires.

Il est ajouté que les procès-verbaux des Conseils Syndicaux seront systématiquement adressés aux Délégués Suppléants afin de les tenir informés des décisions prises en séance.

Il est plus particulièrement rappelé que les Délégués Titulaires sont invités à faire appel à leur (un) suppléant en cas d'impossibilité d'assister aux réunions du Conseil Syndical, puis en l'absence de suppléant de donner pouvoir à un autre Délégué.

Pour les communes disposant d'un seul siège et donc d'un Délégué Titulaire, il y a un Délégué suppléant "fléché" (service EAU Potable). Pour celles disposant de plusieurs Délégués Titulaires, n'importe quel délégué suppléant de ladite commune peut être sollicité.

Pour les Délégués Assainissement, désignés par l'INSE 27, le Délégué Titulaire empêché peut désigner le Délégué Suppléant de son choix parmi les 20 suppléants, à l'exception du Délégué Titulaire de l'Agglo du Pays de Dreux qui n'a qu'un seul suppléant.

VU L'EXPOSE DU PRESIDENT,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Après avoir entendu et délibéré, le Conseil Syndical à l'unanimité, DECIDE D'APPROUVER le règlement Intérieur du SEPASE annexé à la présente.

4. Rapports 2025 sur le prix et la qualité des services Eau Potable et Assainissement

Monsieur le Président rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par ses articles D.2224-1 à D.2224-5, de réaliser un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'Alimentation en Eau Potable et du service Assainissement Collectif.

Ces deux rapports doivent être présentés à l'assemblée délibérante avant le 30 septembre et doivent faire l'objet d'une délibération.

Ce sont des documents publics (dès lors qu'ils ont été validés par l'assemblée délibérante de la collectivité et transmis au contrôle de légalité) qui répondent à une exigence de transparence interne mais également à une exigence de transparence auprès des usagers, lesquels peuvent demander à le consulter au siège.

Les principaux éléments relatifs aux deux services y sont contenus :

- Les caractéristiques techniques des deux services
- Les tarifications et indicateurs financiers
- Les indicateurs de performance
- Le financement des investissements

Le Président cède la parole à Benoit CONCEDIEU, Directeur d'Exploitation pour la présentation synthétique de ces deux rapports.

Pour le SERVICE EAU POTABLE

La zone entourée de bleu délimite le périmètre de compétence Eau du SEPASE, et en pointillé bleu le périmètre du SIADEP de Brezolles pour lequel nous assurons, par convention, une prestation de services.



Abonnés non domestiques : personnes morales (sociétés, artisans, collectivités, ...)

Abonnés		
Foyers	Nombre	Population
Domestiques	10358	
Non Domestiques	896	
TOTAL	11254	21644

Volumes prélevables : autorisation maximale délivrée par la Préfecture.

Ressources : 7 forages (16 non utilisés)						
Capacité de production :		3 480 000 m3				
Volume prélevable :		1 700 000 m3				
Volume prélevé :		1 618 000 m3				
Coulonges	Petits Prés	Baux de Breteuil	Barrière Rouge	Crapotel	Damville	Souchet
530 000 m3	443 000 m3	263 000 m3	143 000 m3	132 000 m3	96 000 m3	13 000 m3
37%	27%	16%	9%	8%	6%	1%
soit un taux moyen de mobilisation de la ressource : 46 %						

Le forage de Coulonges est le plus productif mais aussi un gros consommateur d'eau (entre 180 et 200 m3 par jour pour les besoins de l'usine).

Le SEPASE a décidé (contrairement aux préconisations initiales de l'Agence de l'Eau qui a depuis lors révisé sa position) de ne pas condamner les forages inutilisés afin de pouvoir, si nécessaire, les remobiliser (cas de situation de tension sur la ressource).

Sur les 16 forages non utilisés, seuls 3 sont fortement endommagés. Les forages de Roman, Breux-sur-Avre et Morainville, qui sont productifs, pourraient être remis en service en 72h.

Localisation forages actifs :

Le forage de Coulonges est situé à Sylvains-Les-Moulins et alimente l'usine de dénitrification, le forage des Petits Prés sur la Commune de Sainte-Marie d'Attez, 1 forage aux Baux de Breteuil, Barrière-Rouge à Breteuil, Crapotel en sortie de Bourth direction Chandai, Damville lieu-dit les Chérottes, et le Souchet à Bourth.

Les mélanges d'eau des différents forages sont principalement réalisés de façon dynamique dans les canalisations de transport. Néanmoins le SEPASE dispose d'une bache de mélange.

Le SEPASE achète de l'eau EPN pour desservir la commune d'Avrilly, à la CCPC pour alimenter un secteur de Manthelon, à "Eau du Pays de Verneuil" pour alimenter le petit Cuisinet à Cintray et vend à EPN (pour secteur Acon-Droisy), et au SIADEP de Brezolles (dilution de leur eau /nitrates)

Ventes		et Achats	
Abonnés	1 043 000 m3	EPN	24 500 m3
EPN	101 000 m3	CCPC	2000 m3
SIADEP	67 500 m3	Véolia	1200 m3
TOTAL	1 212 000 m3	TOTAL	27 700 m3

Le volume de stockage ne tient pas compte de l'eau contenue dans les tuyaux.

Le plus gros réservoir est celui de la "Mare des Naux" (1500 m3) situé sur la commune de Marbois.

Afin de garantir sa potabilité, l'eau doit être renouvelée toutes les 24h dans les châteaux d'eau et canalisations.

Stockage et Canalisations	
Nombre réservoirs	17
Volume stockage	8000 m3
Durée stockage	32 h
Linéaire canalisation	743 kms soit 15 foyers /km
Renouvellement annuel moyen	5 kms / an soit 0,70 %

Tarification 2025

- "Base" : 120 m3 / foyer (2 A + 2 E)
- Révision annuelle (décembre pour n + 1)
- Prix m3 : 2,20 € HT
- Abonnement : 70 € HT
- Redevances : 0,577 € HT
- Facturation semestrielle
- % mensualisés : 20 %
- Recettes 2025 : 4,120 M€
- Total impayés : 16 k€ soit 0,39 %



Indicateurs de performance

134 analyses microbiologiques

174 analyses physicochimiques

Des non-conformités (nitrates et pesticides)
mais zéro restriction

La réglementation nous impose de rechercher de plus en plus de pesticides et métabolites dans l'eau potable ce qui rend parfois nos analyses non-conformes

80 % de rendement théorique du réseau de distribution mais rendement réel voisin de 90 % après déduction besoins de service (usine, lavage châteaux d'eau, bâches, "entreprises", "vols", ...)

Sur les 1,6 M de m3 produits, 1,2 M de m3 sont vendus. Les 400 000 m3 restant sont utilisés pour les besoins du service.

Il est ajouté que l'Agence de l'Eau finance prioritairement et à meilleur taux les réhabilitations de réseaux en mauvais état ou "fuyards".

Nb de réclamations écrites : 24 soit 0,2 %
 Nb coupures non programmées : 95 (casses réseaux non prévisibles)
 Nb ouvertures branchements : 692 dont 100 % dans les 48h
 Nb compteurs renouvelés : 1950 soit 16 % du total – rotation du parc de compteurs qui ne sont plus garantis métrologiquement au bout de 15 ans
 Nb kms auscultés : 99 soit 13,5 % du réseau
 Nb d'interventions pour fuites sur canalisations : 83

POUR LE SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le SEPASE exerce la compétence Assainissement Collectif sur tout le territoire de l'INSE 27 (Transfert de compétence) :

- 21 communes
 - 9280 abonnés
 - 20280 habitants
 - 174 kms de canalisations
 - Réseau essentiellement séparatif (exception Condé-sur-Iton et Bourth)
 - Renouvellement moyen : 0,4 km soit 0,3 %.
- L'essentiel des moyens financiers est consacré à la construction de nouvelles STEP.



(Pour rappel, l'Assainissement Non Collectif est géré par le SPANC, Service de l'INSE).

Trois types de traitement dans les STEP :

- Boues activées (pour la plupart) que nous recommandons
- Filtres plantés de roseaux
- biodisques

Commune	Type traitement	Mise en Service	Equiv Hab
VERNEUIL D'AVRE ET D'ITON	Boues activées	1992	20 000
DAMVILLE	Boues activées	1994	3 500
LA GUEROUILDE	Fosses toutes eaux et filtre à sable	1998	75
BRETEUIL	Boues activées	1999	4 000
LES BARILS	Biodisques	2006	180
LA NEUVE-LYRE / LA VIEILLE LYRE	Boues activées	2007	1 100
AMBENAY	Filtres plantés de roseaux	2008	300
CHERONVILLIERS	Boues activées	2008	200
TILLIERES-SUR-AVRE	Boues activées	2008	2 200
RUGLES	Boues activées	2011	3 720
CONDE-SUR-ITON	Boues activées	2016	1 500
BOURTH	Boues activées	2017	1 300
MONTIGNY-SUR-AVRE	Boues activées	2021	100
CHENNEBRUN	Filtres plantés de roseaux	2022	285
FRANCHEVILLE PONT THIBOUT	Biodisques	2025	1 200
PISEUX	Boues activées	2025	400

Le traitement par filtres plantés de roseaux est un choix technique qui a été implanté pour la STEP de Chennebrun dont l'habitat est majoritairement composé de résidences secondaires et donc un faible flux permanent. Quand la plante se met en "pause" (pendant l'hiver) il y a peu d'arrivées d'effluents.

Conformité réseaux et Step

- 100 % pour le réseau de collecte par temps sec
- 11 STEP conformes

- 5 STEP non conformes
 - Breteuil
 - Damville
 - Verneuil d'Avre et d'Iton
 - Tillières-sur-Avre
 - Rugles
- 68 réclamations écrites soit 7 %

***Nos plus grosses Step sont qualifiées de non-conformes par l'AESN. (aspects laboratoire et métrologie)
Les 2 nouvelles Step (Francheville et Piseux sont construites selon le même modèle avec une zone d'infiltration avant rejet dans le milieu naturel.***



Après en avoir débattu puis délibéré, le Conseil Syndical décide à l'unanimité d'approuver les Rapports annuels sur le Prix et la Qualité des services Eau Potable et Assainissement Collectif pour l'année 2025 et autorise le Président ou son représentant à accomplir les formalités de transmission et de publicité.

5. Marché à bons de commandes Levers Topographiques

Le SEPASE souhaite se doter d'un accord-cadre à bons de commande pour la réalisation des levers topographiques préalables à tous ses travaux d'eau potable ou d'assainissement.

À ce titre, CAD'EN, assistant à maîtrise d'ouvrage du Syndicat, a engagé une consultation pour arrêter le choix de la société attributaire de l'accord-cadre à bons de commande relatif aux levers topographiques à réaliser dans le cadre des travaux d'assainissement et d'eau potable sur le territoire du SEPASE.

L'accord cadre aura une période initiale d'une durée d'un an et un montant maximum de 50 K€ HT et sera tacitement reconductible 3 fois pour la même durée et le même montant. Il aura donc un montant maximum de 200 k€ sur 4 ans.

La consultation s'est déroulée de la façon suivante :

- L'AAPC a été adressé au BOAMP le 27 mai 2026
- Les candidats devaient transmettre leur offre avant le 17 juin 2026 à 12 heures

Sept offres ont été reçues dans les délais impartis :

- STUR
- ECR Environnement
- TERRA TOPO
- EUCLYD
- ATGTSM
- GEOSAT / GEOSAT Normandie

- TOPO Études

Celles-ci ont fait l'objet d'une analyse conformément aux critères du règlement de consultation, à savoir :

Critères et sous-critères	Pondération
1-Valeur technique	60.0 %
<i>Qualité de la méthodologie</i>	35.0 %
<i>Qualité et cohérence d'un planning type à proposer par le candidat</i>	10.0 %
<i>Qualité et compétences des équipes appelées à intervenir</i>	10.0 %
<i>Cohérence des prix unitaires</i>	5.0 %
2-Prix des prestations	40.0 %

SEPASE Accord-cadre à Bons de commande de leviers topographiques		Valeur technique / 60					Prix DQE Guide recalculé	TOTAL	RANG
		Qualité de la méthodologie	Qualité et cohérence d'un planning type	Qualité et compétences des équipes	Cohérence des prix unitaires	TOTAL			
	Rappel montant HT	/35	/10	/10	/5	/60	/40	/100	/7 offres
STUR	61 450,00 €	30,625	10,000	8,750	5,000	54,375	25,288	79,663	2
ECR Environnement	61 225,00 €	30,625	3,750	7,500	4,375	46,250	25,381	71,631	5
TERRA TOPO	11 038 779,00 €	26,250	2,500	7,500	0,000	36,250	0,141	36,391	7
EUCLYD	69 300,00 €	30,625	5,000	10,000	5,000	50,625	22,424	73,049	4
ATGTSM	58 271,00 €	26,250	5,000	8,750	4,375	44,375	26,668	71,043	6
GEOSAT	38 849,00 €	26,250	5,000	10,000	5,000	46,250	40,000	86,250	1
TOPO Etudes	49 690,00 €	26,250	5,000	10,000	5,000	46,250	31,273	77,523	3

Il est à noter que la Société "Terra Topo" était totalement "hors sujet "au niveau du prix mais n'a pas été réinterrogée au regard d'une note technique déjà très faible.

Après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, Monsieur le Président propose d'attribuer l'accord-cadre à bons de commande de leviers topographiques, d'un montant maximum de 50 000,00 € HT pour la durée de la période initiale d'un an, reconductible trois fois pour les mêmes montants et la même durée.

VU L'EXPOSE DU PRESIDENT,

Après avoir entendu et délibéré, le Conseil Syndical à l'unanimité

- **APPROUVE** la proposition de choix de Monsieur le Président, pour l'accord-cadre à bons de commande de leviers topographiques dans le cadre des travaux d'assainissement et d'eau potable sur le territoire du SEPASE ;
- **DECIDE** d'attribuer l'accord-cadre à bons de commande de leviers topographiques au **Groupe GEOSAT / GEOSAT Normandie** pour un montant maximum de **50 000,00 € HT** pour la période initiale d'un an, reconductible trois fois pour la même durée et les mêmes montants, soit un **maximum de 200 000,00 € HT sur quatre ans** ;
- **AUTORISE** le Président à signer l'accord-cadre à bons de commande de leviers topographiques avec le groupe GEOSAT / GEOSAT Normandie et toutes les pièces et bons de commande s'y afférant, ainsi que ses avenants éventuels dans la limite d'une augmentation de 5 % du montant initial ;
- **AUTORISE** le Président à solliciter les subventions auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, du Conseil Départemental de l'Eure, et de tout autre organisme susceptible de financer cette opération.

6. Stratégie de Protection de la Ressource en Eau 2026/2030

- Nous avons présenté ce sujet ("Stratégie et Protection de la Ressource en Eau et Plan d'actions 2026/2030") au Conseil Syndical du 20 janvier dernier et l'avons juste évoqué au Conseil Syndical d'installation du 18 mai dernier. Nous vous avons ensuite adressé par mail du 27 mai, d'une part la note de synthèse, et d'autre part, le rapport complet sur ce sujet.
- Compte tenu que notre Conseil est à 50 % renouvelé, cela mérite que nous précisions, à ce Conseil, les tenants et aboutissants de cette stratégie et de sa déclinaison en termes de plan d'actions pour la période 2026-2030.
- En préalable, rappelons que **la ressource en eau exige une grande vigilance** car elle est fragile et les pratiques de chacun, industriels-agriculteurs-collectivités-particuliers, peuvent conduire, si nous n'y prenons garde, à **dégrader cette ressource**. C'est pourquoi, un **accès universel à l'eau potable** pour les usages domestiques à un prix accessible tout en préservant la ressource s'impose à nous tous.

L'eau potable doit en effet respecter des normes de qualité très strictes afin de ne pas présenter de risques pour la santé humaine. La ressource en eau servant à l'alimentation en eau potable doit donc être protégée des pollutions ponctuelles et accidentelles, ainsi que des pollutions diffuses.

Deux préoccupations majeures, notamment les nitrates et les pesticides (voire désormais les PFAS, dits "polluants éternels"), auxquelles le SEPASE répond par des mesures préventives et curatives avec :

- **une stratégie et un plan d'actions** pour préserver durablement la ressource
- **une animation adaptée** aux spécificités du territoire

- Ainsi, en cohérence avec le 12^{ème} programme de l'A.E.S.N. (Agence de l'Eau Seine Normandie) et le Contrat de Territoire du Bassin versant de l'Iton (dont le SEPASE est l'un des signataires), la programmation pluriannuelle (2026-2030) du SEPASE sur l'enjeu Eau se décline sur un plan d'actions ambitieux à la fois en termes de contenu et de budget.

Les montants indiqués correspondent aux coûts supportés par le SEPASE (sur 5 ans) et (entre parenthèses) le % d'aide attendu de l'AESN.

Volet Qualitatif :

- **Améliorer la connaissance et la protection des captages**
 - Analyser les données qualitatives des eaux brutes des captages : **324 k€ (80%)**
 - Définir les zones d'alimentation de captages : **240 k€ (80 %)**
 - Poursuivre la connaissance des nappes
 - Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux Ressource : **70 k€ (80 %)**
 - Suivre et sécuriser les anciens captages du SEPASE

Volet quantitatif :

- **Réduction des fuites sur Réseaux**
 - Travail de surveillance et de recherche de fuites – Suivi en continu des débits distribués
 - Pré-localisateurs de fuites : **100 k€ (40 %)**
 - Programme pluriannuel de renouvellement des conduites fuyardes : **7,5 M€ (40 %).**
 - Maîtrise et quantification du volume de service
- **Amélioration du comptage du volume des abonnés**
 - Amélioration de la relève des volumes consommés et perdus chez les abonnés : **25 k€ (0%)**
- **Sobriété auprès des consommateurs**
 - Communication auprès des abonnés
 - Équipement des réseaux domestiques de manière individuelle : **14 k€ (opération de distribution de kits économiseur d'eau en partenariat avec l'INSE)**

- Information et sensibilisation des gros consommateurs

Amélioration de la qualité de l'eau

- **Limiter les pollutions de l'eau par les pertes d'azote**
 - Étudier les quantités d'azote présente dans les sols agricoles : campagne des reliquats azotés : **12,5 k€**
 - Campagnes de "suivi dynamiques" : **375 k€ (80%)**
- **Limiter les pollutions phytosanitaires** : groupe de travail agricole spécifique lié à cette problématique
- **Raisonnement des intrants**
 - Promouvoir et optimiser l'implantation d'intercultures
 - Étudier la faisabilité de filières à bas niveau d'intrants : **11 k€**
 - Améliorer la végétalisation du territoire sur les parcelles agricoles : **75 k€ (80 %)**
 - Dispositif de Paiements pour Services Environnementaux : **1,5 M€ (80 %).**
- **Sensibilisation de la profession agricole et autres**
 - Formation sensibilisation : à l'attention d'une part des agriculteurs et d'autre part des élus et autres acteurs économiques ("Ateliers Participatifs")
 - Communication : grand public, collectivités, acteurs économiques, écoles
 - Promouvoir l'animation BAC et ses actions auprès d'agriculteurs
 - Observatoire sur la protection des forages
 - Animation : promouvoir et développer toutes actions relatives à l'amélioration de la qualité de l'eau avec 2 animateurs -Chargés de missions : **690 k€ (75 %)**

		Année Moyenne			
	Total /5 ans	Année Moyenne	Partie Financée (AESN)/an	Partie Financée (Chambre Agri 27) /an	Reste à Charge Syndicat / an
1 VOLET QUALITATIF	634 K€	127 K€	102 K€		25 K€
2 VOLET QUANTITATIF	7 639 K€	1 528 K€	608 K€		920 K€
3 AMELIORATION DE LA QUALITE	2 664 K€	533 K€	415 K€	9 K€	109 K€
Total HT	10 937 K€	2 188 K€	1 125 K€	9 K€	1 054 K€
		100%	51,6%	0,4%	48%

3 actions (Renouvellement canalisations, Paiement pour Services Environnementaux et Animation BAC) représentent respectivement 7,5 M€, 1,5 M€ et 0,7 M€ soit un total de 9,7 M€ et 88 % du total budgétaire.

Impact potentiel au m3 vendu voisin de 1€ pour la quote-part restant à la charge du SEPASE.

L'avancement des différentes actions fera l'objet d'un "reporting" au fur et à mesure des réunions du Conseil Syndical.

7. Programme triennal d'investissements Eau-Assainissement

- Les investissements sont programmés sur une période triennale "glissante" et donc réajustés annuellement. Ainsi, le programme ci-après couvre la période 2026-2028 pour être reprécisé en janvier 2027 pour la période 2027-2029, en janvier 2028 pour la période 2028-2029.
- La numérotation 1 à 3 définit la priorité dans le temps. Mais ce programme est aussi susceptible d'être amendé selon les urgences en cours d'exercice.
- Les montants indiqués sont des estimations "à date" et n'intègrent pas les accompagnements potentiels de l'A.E.S.N. (Agence de l'Eau Seine Normandie).
- À titre d'exemple, la réhabilitation du réseau des Essarts (Commune de Marbois) pourrait être accompagnée à minimum à 60 %, les études relatives aux Schémas Directeurs et PGSSE à 80 %, les 2 STEP qui ont totalisé une dépense de 4,87 M€ à hauteur de 41 %

Les lignes précédées du n° 1 dans la colonne "priorité" correspondent aux dépenses inscrites aux budget primitif 2026.

Les n°2 seront engagées au mieux pour l'année suivante, et les n°3 le seront à échéance n + 2 et plus.

Pour la dernière ligne du Budget Eau notée en priorité 1 et relative à la nouvelle Unité de Traitement d'eau potable, seules l'AMO et la MOE sont à ce jour engagées.

Budget EAU

Priorité		
1	ETUDES Pgsse Ressource / Etudes BAC	123 k€
1	Unité de traitement (MO + AMO)	407 k€
1	Aménagement Terrain sce tech Francheville	50 k€
1	Abri siège	15 k€
1	Aménagement Batiment sce tech Francheville	200 k€
1	Réhabilitation réseaux ACBC (Tillières - CSI - Francheville - Bourth ...)	1 050 k€
1	Matériel spécifique	260 k€
1	Matériel industriel	30 k€
1	Matériel de transport	50 k€
1	Matériel de bureau	30 k€
1	Mobilier	10 k€
1	Réhab réseaux (Damville - Breteuil ...)	700 k€
1	Réhab réseau Les Essarts	511 k€
1	Renouvellement automate Usine Meurgers	29 k€
1	Agroforesterie	15 k€
1	Réhab châteaux d'eau de Bourth	345 k€
1	Logiciels	15 k€
1	Interconnexion SIADEP	150 k€
1	Betoir avrilly (clotûres)	30 k€
1	Travaux en régie (interco SIADEP - Divers Travaux)	380 k€
1	Réhab réseau AEP Francheville (1km)	150 k€
2	Rehab réseau AEP Les Minières/Morainville (5kms)	750 k€
2	Réhab Châteaux d'eau Bémécourt/Les Baux de Breteuil	400 k€
2	Réhab réseau AEP Le Lesme (3,5 kms)	500 k€
3	Etude forage AEP Breteuil	100 k€
3	Renforcement et bouclage La Lande à Mandres (hypodrome)	800 k€
3	Petit Cuisinet à Cintray	600 k€
	TOTAL	7 700 k €
1	Future unité de traitement (538 k€ en 2 - 2 M° en 3 et 4) (voisin de 5 500 k€)	

Budget ASSAINISSEMENT

Priorité		
1	Etudes : MSI, Breteuil, Montigny + Schéma Directeur	250 k€
1	Pompes + Poste relevage Verneuil	130 k€
1	Station carburant	15 k€
1	Aménagement terrain et Batiment sce tech Franchevill	230 k€
1	Matériel industriel	12 k€
1	Matériel de bureau	20 k€
1	Matérie de transport	50 k€
1	Réseau EU Montigny-sur-Avre	150 k€
1	Réseau EU Breteuil	200 k€
1	Réseau EU Damville	300 k€
1	STEP Piseux	52 k€
1	STEP Francheville	7 k€
1	Travaux en régie	150 k€
2	Création réseau EU Les Lyres (lotissement)	200 k€
2	Création réseau EU Bérou (hameau La Guillerie)	400 k€
3	STEP VERNEUIL Échéance post 2027	
3	STEP BRETEUIL Échéance post 2027	
	TOTAL	2 166 k €

8. Convention de mise à disposition du forage de Corneuil (Commune de Chambois).

- **Ancien forage réalisé en 1959** (puis "rénové" en 1971) par le Syndicat d'eau communal de Thomer-la-Sôgne, il a une profondeur de 20 m et un débit de l'ordre de 20 m3/h
- Ce forage fait partie du "patrimoine " du SEPASE mais **n'est plus utilisé de longue date. Par contre, utilisé "historiquement" par une exploitation agricole de la commune de Marbois** (EARL B. LEFORT). Il a été acté entre les parties de **formaliser la mise à disposition du forage pour ses besoins en irrigation** (notamment plantes aromatiques et médicinales) dans le cadre d'une convention de 5 années renouvelable ensuite annuellement avec prise d'effet après l'accord de ce conseil.
- Cette convention précise les obligations des parties et notamment pour l'EARL B. LEFORT à disposer des équipements nécessaires (pompe, alimentation électrique, compteur d'eau dédié), à souscrire un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité civile, à s'acquitter d'une redevance annuelle forfaitaire de 500 € et à en informer le service ad hoc de la DDTM.

VU L'EXPOSE DU PRESIDENT,

Après avoir entendu et délibéré, le Conseil Syndical à l'unanimité AUTORISE le Président à signer la convention.

9. État des chantiers et travaux

Les conditions exceptionnelles en termes de météo n'ont pas été sans impact sur le déroulement des chantiers qui pour certains ont été plus longs ou différés.

9.1 Eau Potable

Les Essarts (Commune de Marbois) : Renouvellement réseau Eau Potable identifié comme prioritaire et confirmé dans l'étude patrimoniale du Schéma directeur d'alimentation en eau potable – 2,12 kms de renouvellement et reprise des branchements associés – Nous avons délibéré en mars dernier pour l'entreprise SARC qui démarrera les travaux en juillet pour une durée de 3 mois.

Bourth : Réhabilitation des Châteaux d'eau. Celui du Gerrier est clos et celui du Souchet a fait l'objet d'un avenant (conseil de mars 2026) suite à la "découverte" d'une fissure + complément d'une isolation thermique extérieure et peinture de protection. Le groupement d'entreprises TEOS-I2E en charge de ce dossier devrait clôturer ce mois de juillet.

Bourth : réseau eau potable et branchements dans le bourg et sur environ 300 ml – Dossier anticipé en raison d'un calendrier modifié de la réfection de la route ayant généré un décalage d'un autre chantier – sera clôturé sur juillet.

Il est indiqué que des malfaçons sont constatées au niveau des enrobés. Ce point fera l'objet d'une vérification sur place par le SEPASE puis d'un point avec l'entreprise et le Délégué-Maire de la commune.

Condé-sur-Iton (Commune de Mesnils-sur-Iton) : **réseau eau potable** sur 450 ml et forages dirigés au niveau du pont – Dossier clos (mais interrogation positionnement aménagement trottoir).

Il est évoqué à ce propos et pour l'ensemble des dossiers qu'une concertation périodique, ou en début d'exercice, "organisée" entre les différents intervenants (Collectivités, Intercommunalités, Syndicats) d'une part sur les travaux prévisionnels, et d'autre part préalable à chaque chantier serait de nature à éviter certains dysfonctionnements ou "aléas" rencontrés.

Territoire SEPASE : Suivi renforcé des captages sur 4 ans. Marché de prélèvements et d'analyses attribué en mars dernier par anticipation. Le marché a été attribué le 17 mars à "Labéo" et les prestations sont démarrées (marché de 300 k€).



DECISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-21-1
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES N° 2026-03-03

Le Président du SEPASE,

- Vu La délibération anticipée du comité syndical lors de sa séance du 03 mars 2026, autorisant Monsieur le Président à signer l'accord-cadre à bons de commande de prélèvements et d'analyses des eaux souterraines des captages, et toutes les pièces s'y afférant pour un montant maximum de 300 000 € HT, ainsi que ses avenants éventuels dans la limite d'une augmentation de 5 % du montant initial,
- Vu La consultation lancée selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation, le Syndicat agissant sous le statut d'entité adjudicatrice, avec une date limite de remise des offres au 03 mars 2026,
- Vu Les 2 offres reçues,
- Vu L'analyse de ces offres effectuée suivant les critères définis, à savoir prix des prestations : 40 % et valeur technique : 60 %, permettant d'obtenir une notation sur 100 par candidat,
- Vu Le classement des offres, à savoir :
- 1^{er} : LABEO avec 81,00 points, pour un montant de 108 777,76 € HT au DQE guide,
 - 2^{ème} : EUROFINIS avec 75,15 points, pour un montant de 127 407,92 € HT au DQE guide.

DECIDE

ARTICLE 1 :
De retenir la proposition de la société LABEO pour l'accord-cadre à bons de commande de prélèvements et d'analyses des eaux souterraines des captages.

ARTICLE 2 :
De conclure l'accord-cadre à bons de commande d'une durée de 3 ans, pour un montant maximum de 300 000,00 € HT, soit 360 000,00 € TTC.

ARTICLE 3 :
Que les demandes de subventions seront faites sur ces bases.

ARTICLE 4 :
Que ces prestations sont régies par les dispositions des documents contractuels de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 :
Ampliation de la présente décision est transmise à Monsieur le Préfet de l'Eure et à Monsieur le Receveur Syndical pour exécution chacun en ce qui le concerne, et l'accord-cadre sera notifié à LABEO.

Fait à Breteuil, le 17 MARS 2026

Le Président,
Luc ESPRIT



9.2 Assainissement collectif

Contrôle Technique d'Autosurveillance des STEP pour rappel, l'AESN réalise une expertise technique annuelle des dispositifs d'autosurveillance des systèmes d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées a une certaine capacité (à savoir les STEP de Breteuil, Damville, Verneuil d'Avre et d'Iton, Tillières-sur-Avre et Rugles). Pour cela, elle s'appuie sur les informations fournies par le Maître d'ouvrage permettant de démontrer la fiabilité de son Dispositif d'Auto-Surveillance (DAS).

Nous avons délibéré en mars dernier pour anticiper et ne pas différer l'opération.

Le marché a été attribué à la **Société IRH** pour un montant de **9 470 € HT** pour un démarrage en septembre de cette expertise technique bisannuelle.



DECISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-21-1
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES N° 2026-06-01

Le Président du SEPASE,

- Vu La délibération du Conseil Syndical lors de sa séance du 03 mars 2026, décidant d'attribuer le marché de contrôle technique d'autosurveillance des Stations de traitement au(x) bureau(x) d'études qui aura(ont) présenté l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue de l'analyse des offres, et autorisant Monsieur le Président à signer le marché d'étude, et toutes les pièces s'y afférant à hauteur d'un montant maximum de 40 000,00 € HT ;
- Vu La consultation pour le contrôle technique des dispositifs d'autosurveillance de STEP ≥ à 2000 EH du SEPASE, lancée selon une procédure adaptée auprès de 5 prestataires spécialisés, avec une date limite de remise des offres au 9 juin 2026 ;
- Vu Les 2 offres reçues ;
- Vu L'analyse de ces offres effectuée suivant les critères définis, à savoir : prix des prestations : 30 % et valeur technique : 70 %, permettant d'obtenir une notation sur 100 par candidat,
- Vu Le classement des offres, à savoir :
- 1^{er} : IRH Ingénieur Conseil avec 85,00 points, pour un montant de 9 470,00 € HT ;
 - 2^{ème} : SGS avec 80,63 points, pour un montant de 14 850,00 € HT ;

DECIDE

ARTICLE 1 :
De retenir la proposition de la société IRH Ingénieur Conseil concernant le contrôle technique des dispositifs d'autosurveillance de STEP ≥ à 2000 EH.

ARTICLE 2 :
De conclure le marché sur la base du Détail Quantitatif Estimatif pour un montant de 9 470,00 € HT, soit 11 364,00 € TTC.

ARTICLE 3 :
Que ces prestations sont régies par les dispositions des documents contractuels du marché.

ARTICLE 4 :
Ampliation de la présente décision est transmise à Monsieur le Préfet de l'Eure et à Monsieur le Receveur Syndical pour exécution chacun en ce qui le concerne, et le marché sera notifié à la société IRH Ingénieur Conseil.

Fait à Breteuil, le 19 juin 2026.

Le Président,

Luc ESPRIT



Le Président du SEPASe,

- Vu La délibération anticipée du comité syndical lors de sa séance du 03 mars 2026, autorisant Monsieur le Président à signer l'accord-cadre à bons de commande de prestations de services pour le transport et l'épandage des boues d'épuration syndicales (Période 2026 – 2029), et toutes les pièces s'y afférant à hauteur de 400 000 € HT, ainsi que ses avenants éventuels dans la limite d'une augmentation de 5 % du montant maximum initial additionné des reconductions affirmées,
- Vu La consultation lancée selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation, le Syndicat agissant sous le statut d'entité adjudicatrice, avec une date limite de remise des offres au 26 février 2026,
- Vu Les 2 offres reçues,
- Vu L'analyse de ces offres effectuée suivant les critères définis, à savoir prix des prestations : 40 % et valeur technique : 60 %, permettant d'obtenir une notation sur 100 par candidat,
- Vu Le classement des offres, à savoir :
- 1^{er} : VEOLIA Agriculture France avec 94,93 points, pour un montant de 109 254,50 € HT au DQE guide,
 - 2^{ème} : SAUR avec 94,50 points, pour un montant de 109 057,90 € HT au DQE guide.

DECIDE

ARTICLE 1 :
De retenir la proposition de la société **VEOLIA Agriculture France** pour l'accord-cadre à bons de commande de prestations de services pour le transport et l'épandage des boues d'épuration syndicales (Période 2026 – 2029).

ARTICLE 2 :
De conclure l'accord-cadre à bons de commande d'une durée de 4 ans, pour un montant maximum de 400 000,00 € HT, soit 480 000,00 € TTC.

ARTICLE 3 :
Que les demandes de subventions seront faites sur ces bases.

ARTICLE 4 :
Que ces prestations sont régies par les dispositions des documents contractuels de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 :
Ampliation de la présente décision est transmise à Monsieur le Préfet de l'Eure et à Monsieur le Receveur Syndical pour exécution chacun en ce qui le concerne, et l'accord-cadre sera notifié à la société VEOLIA Agriculture France.

Fait à Breteuil, le 12 mars 2026
Le Président,
Luc ESPRIT.




Transport et épandage des boues d'épuration

Pour rappel, le SEPASe assure la gestion globale du service d'assainissement collectif sur son territoire. Il intervient en régie directe et a besoin d'être suppléé pour assurer la gestion des boues produites par onze de ses stations d'épuration. Nous avons délibéré en mars dernier pour anticiper et ne pas différer l'opération. Le marché a été attribué le 12 mars 2026 à la Société **SEDE Investissement (100 k€ / an sur 4 ans soit 400 k€)**.

STEP Piseux et Francheville

Pour rappel clos. Reste essais de garantie de Piseux et projet inauguration en novembre 2026.

DECISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES N° 2026-03-02

Le Président du SEPASe,

- Vu La délibération cadre du conseil syndical lors de sa séance du 03 mars 2026, autorisant Monsieur le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- Vu La consultation pour un marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du réseau d'assainissement et le renouvellement du réseau d'eau potable sur les communes de Breteuil, Mesnil-sur-Iton et Montigny-sur-Avre, lancée selon une procédure adaptée avec possibilité de négociation (R. 2123-1 et L. 2123-1 1° du Code de la commande publique), et avec une date limite de remise des offres au 27 février 2026,
- Vu Les 8 offres reçues,
- Vu L'analyse qualitative et financière des offres effectuées suivant les critères définis, à savoir : prix des prestations : 30 % et valeur technique : 70 %, permettant d'obtenir une notation sur 100 par candidat,
- Vu Le classement des offres, à savoir :
- 1^{er} : B.E. EVA avec 83,30 points, pour un montant de 34 810,00 € HT
 - 2^{ème} : NEOCONCEPT VRD avec 83,00 points, pour un montant de 28 200,00 € HT
 - 3^{ème} : SOGETI avec 82,90 points, pour un montant de 36 950,00 € HT
 - 4^{ème} : BFIE avec 72,40 points, pour un montant de 54 922,50 € HT
 - 5^{ème} : SAFEGE avec 68,53 points, pour un montant de 41 205,00 € HT
 - 6^{ème} : PCM avec 67,98 points, pour un montant de 49 820,00 € HT
 - 7^{ème} : QUARANTE DEUX avec 56,61 points, pour un montant de 54 212,00 € HT
 - 8^{ème} : CNETA avec 47,30 points, pour un montant de 63 600,00 € HT

DECIDE

ARTICLE 1 :
De retenir la proposition du bureau d'études EVA concernant maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du réseau d'assainissement et le renouvellement du réseau d'eau potable sur les communes de Breteuil, Mesnil-sur-Iton et Montigny-sur-Avre,

ARTICLE 2 :
De conclure le marché avec le bureau d'études EVA pour un montant de 34 810,00 € HT, soit 41 772,00 € TTC.

ARTICLE 3 :
Que les demandes de subventions seront faites sur cette base,

ARTICLE 4 :
Que ces prestations sont régies par les dispositions des documents contractuels du marché.

ARTICLE 5 :
Ampliation de la présente décision est transmise à Monsieur le Préfet de l'Eure et à Monsieur le Receveur Municipal pour exécution chacun en ce qui le concerne, et le marché sera notifié à la société EVA.

Fait à Breteuil, le 17 mars 2026

Le Président,

Luc ESPRIT




9.3 Eau et Assainissement

Breteuil / Mesnils-sur-Iton / Montigny-sur-Avre

Réhabilitation des réseaux d'Eau potable et/ou Assainissement Collectif pour un budget global de 920 k€. Nous avons délibéré par anticipation en mars pour l'attribution du marché de Maîtrise d'œuvre afin d'engager l'opération sans tarder. Ce marché d'un montant de **34 810 € HT** a été attribué parmi 8 postulants au **Bureau d'Études E.V.A.** ("Environnement – Voiries – Assainissement") dont le siège est dans les Yvelines, le 17 mars 2026. Le travail est engagé en vue d'une attribution du marché à des entreprises d'ici fin 2026.

Il est ajouté que suite aux premières investigations, il n'y aura pas lieu de faire de travaux sur le réseau assainissement sur les rues à Breteuil (Rue du Conseil et des Jardinets)
L'attribution des travaux fera l'objet d'une délibération au Conseil Syndical d'octobre pour Breteuil et MSI. Les travaux de Montigny-sur-Avre seront réalisés sur l'exercice 2027.

9.4 Études

Schéma Directeur Eau Potable : en cours

Schéma Directeur Assainissement Collectif : cahier des charges en cours d'élaboration pour attribution à un bureau d'étude d'ici la fin de l'exercice. Parallèlement, **Étude RSDE** (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau) qui a fait l'objet d'un avenant (avec la société IRH) pour la recherche de PFAS dans les STEP de plus de 10 000 équivalent habitants (STEP Verneuil d'Avre et d'Iton).

PGSSE (Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux) en cours et rattaché aux 2 Schémas Directeurs avec un volet ressource et un volet distribution.

9.5 Autres

Projet agroforesterie : Parcelle Sylvains-lès-Moulins : clos (attribution parcelle, irrigation, goutte à goutte installé, formations réalisées)

Rénovation charretterie Siège SEPASE : Clos

Réhabilitation de l'agrandissement du site de Francheville : Terrain "nettoyé" – Clôtures en cours – toiture à l'automne.

10 Questions diverses :

10.1 Délégué CNAS

Le CNAS (Comité National d'Action Sociale), a pour mission de proposer des actions sociales au personnel des collectivités territoriales (solidarité, vacances, enfance, culture ...)

Conformément à l'organisation du CNAS, et suite aux élections, le Conseil Syndical doit désigner un nouveau Délégué élu. Ce poste était jusqu'alors occupé par Madame Annie DESPRELE.

Le Délégué élu représentera le CNAS au sein du SEPASE.

Il est proposé de désigner Madame Nathalie NOEL 1^{ère} Vice-Présidente aux Finances et Ressources Humaines.

VU L'EXPOSE DU PRESIDENT,

Après avoir entendu et délibéré, le Conseil Syndical à l'unanimité

- **ACCEPTE de nommer Madame Nathalie NOEL en qualité de déléguée Éluée au CNAS**
- **AUTORISE le Président à signer tout document relatif à cette nomination.**

10.2 Délégation de compétence Président

Le conseil Syndical a délibéré au cours de la dernière réunion, afin de déléguer un certain nombre de compétences au Président.

Une compétence a été omise ; celle de pouvoir procéder au recrutement et à la gestion du personnel (signature des contrats, conditions de rémunération, gestion administrative, ...).

Nous vous proposons d'inclure cette délégation à celles ayant fait l'objet d'une délibération en mai dernier.

VU L'EXPOSE DU PRESIDENT,

Après avoir entendu et délibéré, le Conseil Syndical à l'unanimité

- **AUTORISE** le Président à recruter le personnel nécessaire au fonctionnement de l'établissement
- **AUTORISE** le Président à signer l'ensemble des contrats, avenants et documents afférents à la gestion du personnel recruté.
- **AUTORISE** le Président à fixer les conditions d'emploi et de rémunération des personnels recrutés

10.3 Journées "Eau et Climat"

- L'objectif de ces journées est de **sensibiliser et former les élus dans l'adaptation du territoire au changement climatique**. Plusieurs thèmes sont donc abordés comme la protection de la ressource en eau, l'aménagement des milieux aquatiques (zones humides et rivières), le stockage carbone et l'augmentation de la réserve utile en eau (haies, agroforesterie), le fonctionnement et les fonctions du sol ainsi que la biodiversité du territoire.
- Les journées "Eau et Climat" sont **organisées par les collectivités signataires du Contrat de Territoire Eau et Climat (CTEC)**, notamment le SMABI, le SEPASE, EPN, la CCPC, le SIAEVE, et financées par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.
- Concrètement, il s'agit de 5 **journées complètes réparties sur plusieurs mois (vraisemblablement 1^{er} semestre 2027)** organisées autour d'ateliers participatifs, d'interventions d'experts et de visites de terrain. Ces journées sont également l'occasion de réunir les élus des différentes collectivités et territoires permettant ainsi des échanges d'expériences et des problématiques auxquelles ils sont confrontés.
- Ces journées à destination des élus communaux, intercommunaux et de syndicats **pourront accueillir de 5 à 8 élus du SEPASE. Vous serez interrogés en septembre-octobre sur votre intérêt à y participer.**

10.4 Autre(s) question(s) diverse(s) éventuelle(s) ?

- Prochaine réunion de Bureau « Complet » : 31 août 2026
- Prochaine réunion du Conseil Syndical : 14 septembre 2026 à 18 h à Breteuil

Le Président
Luc ESPRIT



Le secrétaire de séance
Thierry ROMERO

